

Commémoration du 25e anniversaire du soulèvement de 1988

Le 8 Août, des milliers de personnes ont commémoré le 25ème anniversaire du soulèvement de 1988 à travers tout le pays.



Lors d'une grande conférence commémorative à Rangoun, de nombreuses personnalités, dont Min Ko Naing et Daw Aung San Suu Kyi, ont rendu hommage aux victimes de la répression de 1988 et aux militants qui ont lutté pour la démocratie depuis plusieurs décennies. A l'issue de la commémoration qui a duré trois jours, des groupes de la société civile ont publié une déclaration appelant à des amendements constitutionnels et à la création d'un « Etat fédéral démocratique ».

Le 8 août 1988, des manifestations massives en faveur de la démocratie, ont eu lieu dans toute la Birmanie, menées par les étudiants et les moines. Face au soulèvement populaire, l'armée répondait par la répression, causant la mort de 3000 personnes ainsi que des milliers d'arrestations.

L'anniversaire des manifestations de 1988 nous rappellent ainsi que les actions passées n'ont pas été expiées et que les violations qui ont été comises restent ignorées. « *Le gouvernement birman dit vouloir apprendre des erreurs du passé, mais comment est-ce possible s'il ne reconnaît pas ses fautes* » a déclaré Info Birmanie. « *Il est grand temps qu'il soit mis face à ses responsabilités et qu'il mette en œuvre un véritable processus de réconciliation nationale* ». Sans cela, la réforme politique et la fin des violations des droits de l'homme ne seront pas possible.

ONU : la Birmanie doit toujours faire face à des « défis de taille »

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, Tomás Ojea Quintana, a passé dix jours dans le pays ce mois d'août 2013.

Le 19 août, **son convoi a été attaqué par une foule hostile** de 200 personnes alors qu'il devait se rendre dans un camp de réfugiés regroupant 1600 musulmans déplacés par les violences de mars dernier. « *L'Etat a manqué à son devoir de me protéger* » a-t-il déclaré, après l'événement.

Le gouvernement birman a aussi mis des obstacles à cette visite, en interdisant à l'émissaire de l'ONU de se rendre dans les zones contrôlées par l'Armée Indépendante Kachin (KIA) dans l'Etat Kachin.



Au terme de sa visite, le 21 août 2013, Tomas Ojea Quintana a salué les avancées qu'a connues le pays depuis 2011, mais a exprimé ses préoccupations quant à certains points.

- Entre juillet 2012 et juillet 2013, les agences humanitaires des Nations Unies n'ont eu accès qu'une fois aux zones non contrôlées par le gouvernement dans l'Etat Kachin. Les besoins y sont pourtant considérables et les problèmes d'insécurité alimentaire importants.
- La ségrégation entre les communautés bouddhistes et musulmanes de l'Etat d'Arakan ne cesse de s'accroître.
- Les restrictions de mouvement des musulmans des camps de déplacés internes, sont toujours en place et dans les camps, notamment celui de Sittwe, un grand nombre de personnes vivent dans un espace confiné, enfermé par des barbelés et des gardes armés.
- De graves allégations concernant l'usage disproportionné de la force contre les foules de manifestants musulmans, pèsent sur la police. Les agissements d'un certain nombre d'agents, en particulier au début des violences (à partir de juin 2012), doivent faire l'objet d'une enquête.
- Les prisons, en particulier celle de Sittwe et de Buthidaung sont remplies de centaines d'hommes et de femmes musulmans, depuis les violences des mois de juin et d'octobre 2012. Beaucoup de ces prisonniers, auraient été détenus arbitrairement et jugés lors de procès inéquitables. Le 29 juillet 2013, Tomás Ojea Quintana, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, a déclaré *"je suis très inquiet de voir que les arrestations et les condamnations continuent"*. Pour Info Birmanie, *"Libérer des prisonniers politiques pour en envoyer d'autres en prison n'a aucun sens"*.

Spirale des violences interreligieuses : le gouvernement doit mettre un terme à l'impunité



Les violences contre les musulmans de Birmanie continuent de se propager dans le pays depuis plusieurs mois : le 24 août une nouvelle explosion de violences a entraîné la destruction d'au moins une vingtaine de maisons, d'une dizaine de commerces et d'une usine, dans la région de Sagaing.

Les violences ont commencé après l'arrestation d'un musulman soupçonné de tentative de viol sur une bouddhiste, dans le village de Kanbalu. Des centaines de personnes, dont des moines bouddhistes, s'étaient rassemblées devant le poste de

police où il était retenu, pour demander à ce qu'il leur soit livré. Face au refus des forces de sécurité, la foule de plus en plus nombreuse s'en est pris aux biens des musulmans.

La police n'est pas parvenue à contenir la foule qui a continué de tirer avec des lances pierres, d'incendier et de détruire les maisons, usine, et magasins des musulmans.

Malheureusement, cet événement, n'est pas un cas isolé. En 2012, plus de 200 personnes auraient été tuées (un chiffre officiel qui sous-estime largement la réalité) et au moins 140 000 personnes ont dû fuir les violences menées par les bouddhistes. Tout au long de l'année 2013, les violences contre les musulmans se sont propagées dans tout le pays, notamment dans la région de Mandalay, dans l'État Shan, et au nord de Rangoun. Le pays a aussi été marqué par une campagne de haine contre les musulmans, qui représentent 4% de la population mais qui sont considérés comme une menace pour l'identité birmane.

Les restrictions contre les défenseurs des droits de l'homme et les arrestations arbitraires ne cessent d'augmenter



Ces derniers mois, de nombreux activistes ont été arrêtés et poursuivis en vertu de la loi de 2011 sur les rassemblements pacifiques et les défilés, notamment dans le cadre de leur soutien aux populations locales contre le développement de projets industriels, d'infrastructures ou l'utilisation des ressources naturelles.

Ces arrestations ont lieu en dépit des promesses du Président Thein Sein annonçant la libération de tous les prisonniers politiques.

Récemment des activistes ont été arrêtés dans le cadre des protestations contre la mine de cuivre de Monywa. C'est le cas de Naw Ohn Hla (voir notre dossier "[prisonnier politique du mois](#)") et de 8 autres femmes qui organisaient une manifestation pacifique pour protester contre la mine de cuivre de Monywa. Elles ont été arrêtées le 13 août 2013 et Naw Ohn Hla a été condamnée à 2 ans de prison avec travaux forcés pour avoir incité autrui «à commettre une infraction contre l'État ou contre la tranquillité publique».

Au total, au moins 20 activistes ont été arrêtés dans le cadre des manifestations contre le projet de mine. Les militants ont été victimes de harcèlement depuis que l'opposition au projet a débuté.

Dix activistes sont aussi en cours de jugement pour avoir protesté, en avril dernier, contre le projet Shwe Gas, qui comprend la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc traversant la Birmanie à destination de la Chine. En juin dernier, de femmes activistes, Khin Mi Mi Khaing et Myint Myint Aye, ont été arrêtées dans la région de Bago pour avoir soutenu des agriculteurs dont les terres ont été confisquées par l'armée, il y a presque vingt ans. En outre, 122 prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux et une centaine sont en cours de jugement.

Quelques chiffres datés du mois d'août 2013 :

En Birmanie, il y a **647,000** déplacés internes à cause des violences
et **20,000** déplacés internes à cause des inondations à travers le pays

Source: (UN-OCHA)